

*Exécutifs — Région wallonne**Ministère de la Région wallonne*

Avis de vacance d'emploi de directeur général à l'Office de la Navigation, p. 19692.

*Excutieven — Waalse Gewest**Ministerie van het Waalse Gewest*

Bericht voor een vacante betrekking van directeur-generaal van de Dienst voor de Scheepvaart, bl. 19693.

*Exekutiven — Wallonische Region**Ministerium der Wallonischen Region*

Bekanntmachung über die Vakanz der Stelle des Generaldirektors des Amtes für die Schifffahrt, S. 19693.

*Exécutifs — Région de Bruxelles-Capitale**Région de Bruxelles-Capitale*

Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement. Vacance d'emploi. Appel aux candidats, p. 19693.

*Excutieven — Brusselse Hoofdstedelijk Gewest**Brusselse Hoofdstedelijk Gewest*

Brussels Instituut voor Milieubeheer. Openstaande betrekking. Oproep tot de kandidaten, bl. 19693.

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
DU COMMERCE EXTÉRIEUR
ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT**

F. 89 — 2262

27 SEPTEMBRE 1989. — Loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement du Royaume de Belgique tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital, signée à Bruxelles le 1^{er} juin 1987 (1)

BAUDOUIIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article unique. La Convention entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement du Royaume de Belgique tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital, signée à Bruxelles, le 1^{er} juin 1987, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 27 septembre 1989.

BAUDOUIIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,

M. EYSKENS

Le Ministre des Finances,

Ph. MAYSTADT

Le Ministre du Commerce extérieur,

R. URBAIN

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

M. WATHELET(1) *Session 1988-1989*

Chambre des représentants.

Documents. — Projet de loi, n° 697-1 (1988-1989). — Rapport, n° 697-2 (1988-1989).

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 24 mai 1989. — Vote. Séance du 25 mai 1989.

Sénat

Documents. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 710-1 (1988-1989). Rapport, n° 710-2 (1988-1989).

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 21 juin 1989. — Vote. Séance du 22 juin 1989.

WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN**MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

N. 89 — 2262

27 SEPTEMBER 1989. — Wet houdende goedkeuring van de Overeenkomst tussen de Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland en de Regering van het Koninkrijk België tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontstaan van belasting naar het inkomen en naar vermogenswinsten, ondertekend te Brussel op 1 juni 1987 (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. De overeenkomst tussen de Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland en de Regering van het Koninkrijk België tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontstaan van belasting naar het inkomen en naar vermogenswinsten, ondertekend te Brussel op 1 juni 1987, zal volkomen uitwerking hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 27 september 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,

M. EYSKENS

De Minister van Financiën,

Ph. MAYSTADT

De Minister van Buitenlandse Handel,

R. URBAIN

Gezien en met 's Lands zegel gezegd :

De Minister van Justitie,

M. WATHELET(1) *Zitting 1988-1989*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Documenten. — Ontwerp van wet, nr. 697-1 (1988-1989). — Verslag, nr. 697-2 (1988-1989).

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Zitting van 24 mei 1989. — Stemming. Zitting van 25 mei 1989.

Senaat

Documenten. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 710-1 (1988-1989). Verslag, nr. 710-2 (1988-1989).

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Zitting van 21 juni 1989. — Stemming. Zitting van 22 juni 1989.

CONVENTION

ENTRE
LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE BELGIQUE
ET
LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI
DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD
TENDANT A EVITER LA DOUBLE IMPOSITION
ET A PREVENIR L'EVASION FISCALE
EN MATIERE D'IMPOTS SUR LE REVENU
ET SUR LES GAINS EN CAPITAL

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE BELGIQUE

et

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD,

Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1

Personnes visées

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

Article 2

Impôts visés

1. Les impôts qui font l'objet de la présente Convention sont :

a) au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

- (i) l'impôt sur le revenu (the income tax);
 - (ii) l'impôt des sociétés (the corporation tax);
 - (iii) l'impôt sur les bénéfices du pétrole (the petroleum revenue tax); et
 - (iv) l'impôt sur les gains en capital (the capital gains tax);
- (ci-après dénommés « l'impôt du Royaume-Uni »);

b) en Belgique :

- (i) l'impôt des personnes physiques;
- (ii) l'impôt des sociétés;
- (iii) l'impôt des personnes morales;
- (iv) l'impôt des non-résidents;

y compris les précomptes, les décimes et centimes additionnels auxdits impôts et précomptes ainsi que les taxes additionnelles à l'impôt des personnes physiques;

(ci-après dénommés « l'impôt belge »).

2. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis par un Etat contractant, une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiquent les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales respectives.

Article 3

Définitions générales

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :
 - a) le terme « Royaume-Uni », employé dans un sens géographique, désigne la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, y compris toute zone située au-delà de la mer territoriale du Royaume-Uni qui, conformément au droit international, a été ou serait ultérieurement désignée, suivant la législation du Royaume-Uni concernant le Plateau Continental, comme une zone à l'intérieur de laquelle peuvent être exercés les droits du Royaume-Uni afférents aux fonds marins et à leur sous-sol ainsi qu'à leurs ressources naturelles;
 - b) le terme « Belgique », employé dans un sens géographique, désigne le territoire national, la mer territoriale et toute zone adjacente à la mer territoriale de la Belgique à l'intérieur de laquelle, conformément au droit international, peuvent être exercés les droits souverains du Royaume de Belgique afférents aux fonds marins et à leur sous-sol ainsi qu'à leurs ressources naturelles;
 - c) les expressions « un Etat contractant » et « l'autre Etat contractant » désignent, suivant le contexte, le Royaume-Uni ou la Belgique;
 - d) le terme « impôt » désigne, suivant le contexte, l'impôt du Royaume-Uni ou l'impôt belge;
 - e) le terme « personne » comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes;
 - f) le terme « société » désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition;
 - g) les expressions « entreprise d'un Etat contractant » et « entreprise de l'autre Etat contractant » désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant;
 - h) le terme « national » désigne :
 - (i) en ce qui concerne le Royaume-Uni, tout citoyen britannique ou tout sujet britannique qui ne possède pas la citoyenneté d'un autre pays ou territoire du Commonwealth à condition qu'il ait le droit de séjourner au Royaume-Uni, et toute personne morale, société de personnes, association ou autre entité constituée conformément à la législation en vigueur au Royaume-Uni;
 - (ii) en ce qui concerne la Belgique, toute personne physique possédant la nationalité belge et toute personne morale, société de personnes ou association constituée conformément à la législation en vigueur en Belgique;
 - i) l'expression « trafic international » désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise dont le siège de direction effective est situé dans un Etat contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant;
 - j) l'expression « autorité compétente » désigne :
 - (i) au Royaume-Uni, les Commissioners of Inland Revenue ou leur représentant autorisé, et
 - (ii) en Belgique, le Directeur général des contributions directes ou son représentant autorisé;
 - k) l'expression « subdivision politique » comprend, en ce qui concerne le Royaume-Uni, l'Irlande du Nord.
2. Pour l'application de la Convention par un Etat contractant, toute expression qui n'y est pas définie a le sens que lui attribue le droit de cet Etat concernant les impôts auxquels s'applique la Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente.

Article 4

Résidence

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « résident d'un Etat contractant » désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue; elle comprend aussi, en ce qui concerne la Belgique, les sociétés (autres que les sociétés par actions) qui ont opté pour l'assujettissement de leurs bénéficiaires à l'impôt des personnes physiques. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans un Etat contractant que pour les revenus de sources situées dans cet Etat.
2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1. du présent article, une personne physique est un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée de la manière suivante :
 - a) cette personne est considérée comme un résident de l'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);
 - b) si l'Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle;
 - c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident de l'Etat dont elle possède la nationalité;
 - d) si cette personne possède la nationalité des deux Etats ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.
3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1. du présent article, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats contractants, elle est considérée comme un résident de l'Etat où son siège de direction effective est situé.
4. Nonobstant les dispositions du présent article, le Gouvernement d'un Etat contractant, une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, la Banque Centrale d'un Etat contractant ou toute institution (autre qu'une institution par actions) appartenant entièrement à un Etat contractant, une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales est considéré comme un résident de cet Etat contractant, qu'il y soit ou non assujetti à l'impôt. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent déterminer d'un commun accord toute autre institution gouvernementale à laquelle le présent paragraphe s'applique.

Article 5

Etablissement stable

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « établissement stable » désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.
2. L'expression « établissement stable » comprend notamment :
 - a) un siège de direction;
 - b) une succursale;
 - c) un bureau;
 - d) une usine;
 - e) un atelier; et
 - f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction ou d'exploitation de ressources naturelles.
3. Un chantier de construction ou de montage ne constitue un établissement stable que si sa durée dépasse douze mois.

4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas « établissement stable » si :

- a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise;
- b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison;
- c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise;
- d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations, pour l'entreprise;
- e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire;
- f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e) du présent paragraphe, à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1. et 2. du présent article, lorsqu'une personne — autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 6. du présent article — agit pour le compte d'une entreprise et dispose dans un Etat contractant de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet Etat pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4. du présent article et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.

6. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un Etat contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

7. Nonobstant les dispositions du présent article, une entreprise d'assurances d'un Etat contractant est considérée comme ayant un établissement stable dans l'autre Etat contractant dès l'instant où elle y perçoit des primes ou assure des risques y situés par l'entremise d'un intermédiaire ou agent y établi, à l'exclusion d'un agent visé au paragraphe 6. du présent article ne possédant pas et n'exerçant pas habituellement le pouvoir de conclure des contrats au nom de l'entreprise.

8. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

Article 6

Revenus immobiliers

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.

2. L'expression « biens immobiliers » a le sens que lui attribue le droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation, ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles; les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1. du présent article s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation ou de la jouissance directes, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers.

4. Les dispositions des paragraphes 1. et 3. du présent article s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

Article 7

Bénéfices des entreprises

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.
2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3. du présent article, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et agissant en toute indépendance.
3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.
4. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.
5. Aux fins des paragraphes précédents du présent article, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.
6. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

Article 8

Navigation maritime, intérieure et aérienne

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
2. Les bénéfices provenant de l'exploitation de bateaux servant à la navigation intérieure ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
3. Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime ou intérieure est à bord d'un navire ou d'un bateau, ce siège est considéré comme situé dans l'Etat contractant où se trouve le port d'attache de ce navire ou de ce bateau, ou, à défaut de port d'attache, dans l'Etat contractant dont l'exploitant du navire ou du bateau est un résident.
4. Lorsque des bénéfices visés au paragraphe 1. du présent article sont tirés par une entreprise de sa participation à un pool, à une exploitation en commun ou à un organisme international d'exploitation, les bénéfices imputables à cette entreprise ne sont imposables que dans l'Etat où le siège de direction effective de cette entreprise est situé.

Article 9

Entreprises associées

1. Lorsque
 - a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que

- b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, tous les revenus, déductions, recettes ou dépenses qui, sans ces conditions, auraient été imputés à l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices ou les pertes de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un Etat contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet Etat — et impose en conséquence — des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre Etat contractant a été imposée dans cet autre Etat et que les éléments ainsi inclus comprennent des revenus, déductions, recettes ou dépenses qui auraient été imputés à l'entreprise du premier Etat si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, les autorités compétentes des Etats contractants peuvent se consulter en vue de parvenir à un accord sur l'ajustement des bénéfices ou pertes dans les deux Etats contractants.

Article 10

Dividendes

1. Les dividendes tirés d'une société qui est un résident d'un Etat contractant par un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des dividendes est un résident de l'autre Etat, l'impôt ainsi établi ne peut excéder :

- a) 5 pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire est une société qui détient directement ou indirectement au moins 25 pour cent des droits de vote dans la société qui paie les dividendes;
- b) 10 pour cent du montant brut des dividendes dans tous les autres cas.

Le présent paragraphe n'affecte pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Aussi longtemps qu'une personne physique résidente au Royaume-Uni a droit, en vertu de la législation du Royaume-Uni, à un crédit d'impôt au titre des dividendes payés par une société résidente au Royaume-Uni, le paragraphe 2. du présent article ne s'applique pas aux dividendes tirés d'une société qui est un résident du Royaume-Uni par un résident de la Belgique. Dans ce cas, les dispositions suivantes du présent paragraphe sont applicables :

- a) (i) Lorsqu'un résident de la Belgique a droit à un crédit d'impôt au titre de ces dividendes en vertu de l'alinéa b) du présent paragraphe, l'impôt peut également être perçu au Royaume-Uni et conformément à la législation du Royaume-Uni, sur le total formé par le montant ou la valeur de ces dividendes et le montant de ce crédit d'impôt, à un taux n'excédant pas 20 pour cent.
 - (ii) Lorsqu'un résident de la Belgique a droit à un crédit d'impôt au titre de ces dividendes en vertu de l'alinéa c) du présent paragraphe, l'impôt peut également être perçu au Royaume-Uni et conformément à la législation du Royaume-Uni, sur le total formé par le montant ou la valeur de ces dividendes et le montant de ce crédit d'impôt, à un taux n'excédant pas 5 pour cent.
 - (iii) Sous réserve de ce qui est prévu aux alinéas a) (i) et a) (ii) du présent paragraphe, les dividendes tirés d'une société qui est un résident du Royaume-Uni et dont le bénéficiaire effectif est un résident de la Belgique sont exemptés de tout impôt qui peut être perçu au Royaume-Uni sur les dividendes.
- b) Un résident de la Belgique qui reçoit des dividendes d'une société qui est un résident du Royaume-Uni a droit, sous réserve des dispositions des alinéas c) et d) du présent paragraphe et pour autant qu'il soit le bénéficiaire effectif des dividendes, en raison de ceux-ci, au crédit d'impôt auquel aurait droit une personne physique résidente au Royaume-Uni si elle avait reçu ces dividendes et au paiement de l'excédent de ce crédit d'impôt par rapport à l'impôt dont ce résident est redevable au Royaume-Uni.
- c) Les dispositions de l'alinéa b) du présent paragraphe ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire des dividendes est une société ou est associé à une société qui, soit seule, soit avec une ou plusieurs sociétés

associées, détient, directement ou indirectement, au moins 10 pour cent des droits de vote dans la société qui paie les dividendes. Dans ce cas, une société qui est un résident de la Belgique et reçoit des dividendes d'une société qui est un résident du Royaume-Uni a droit, pour autant qu'elle soit le bénéficiaire effectif des dividendes et sous réserve des dispositions de l'alinéa d) du présent paragraphe, à un crédit d'impôt égal à la moitié du crédit d'impôt auquel une personne physique qui est résidente au Royaume-Uni aurait droit si elle avait reçu ces dividendes et au paiement de l'excédent de ce crédit d'impôt par rapport à l'impôt dont cette société est redevable au Royaume-Uni. Pour l'application du présent alinéa, deux sociétés sont considérées comme étant associées si l'une détient, directement ou indirectement, plus de 50 pour cent des droits de vote dans l'autre société, ou si une troisième société détient plus de 50 pour cent des droits de vote dans chacune d'elles.

- d) (i) Les dispositions de l'alinéa b) ou celles de l'alinéa c) du présent paragraphe ne s'appliquent que si le bénéficiaire des dividendes prouve (s'il en est requis par l'autorité compétente du Royaume-Uni auprès de laquelle il a introduit une demande pour obtenir l'imputation du crédit d'impôt sur l'impôt sur le revenu du Royaume-Uni dont il est redevable ou pour obtenir le paiement de l'excédent de ce crédit par rapport à cet impôt sur le revenu) que la participation génératrice des dividendes a été acquise par lui pour des raisons commerciales sincères ou dans le cadre ordinaire d'opérations d'investissements ou de la gestion d'investissements et que le but principal ou l'un des buts principaux de cette acquisition n'était pas d'obtenir le bénéfice du crédit d'impôt visé à l'alinéa b) ou à l'alinéa c), suivant les cas.
- (ii) La Belgique peut, jusqu'au 30 juin inclus de toute année civile, dénoncer, en notifiant au Royaume-Uni par la voie diplomatique; le présent alinéa et, dans ce cas, celui-ci cessera de s'appliquer aux dividendes payés à partir du 6 avril de l'année civile suivant immédiatement celle au cours de laquelle cette notification aura été faite.

4. Le terme « dividendes » employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires ainsi que les revenus d'autres parts sociales soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation fiscale de l'Etat contractant dont la société distributrice est un résident; il désigne également, dans le cas d'une société, autre qu'une société par actions, qui est un résident de la Belgique, les attributions faites aux membres de la société au titre de revenus de capitaux investis et, dans le cas du Royaume-Uni, tout élément (autre que des intérêts ou des redevances bénéficiant d'une réduction ou d'une exemption d'impôt, en vertu des dispositions de l'article 11 ou de l'article 12 de la présente Convention) qui, en vertu de la législation du Royaume-Uni et conformément à la présente Convention, est traité comme une distribution de bénéfices d'une société.

5. Les dispositions des paragraphes 1. et, suivant le cas, 2. ou 3. du présent article, ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à cet établissement stable ou à cette base fixe. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14 de la présente Convention, suivant les cas, sont applicables.

6. Lorsqu'une société est un résident d'un Etat contractant, l'autre Etat contractant ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société à des résidents du premier Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat. Les dispositions du présent paragraphe n'empêchent pas cet autre Etat d'imposer les dividendes provenant d'une participation qui se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe qu'un résident du premier Etat exploite dans cet autre Etat.

Article 11

Intérêts

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des intérêts est un résident de l'autre Etat, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 pour cent du montant brut des intérêts.

3. Le terme « intérêts » employé dans le présent article désigne les revenus des fonds publics, des obligations d'emprunts, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices, et des créances et dépôts de toute nature, ainsi que les lots d'emprunts et tous autres revenus assimilés aux revenus des sommes prêtées ou déposées par la législation fiscale de l'Etat d'où proviennent les revenus, mais il ne comprend pas les revenus visés à l'article 10 de la présente Convention.

4. Les dispositions des paragraphes 1. et 2. du présent article ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité commerciale ou industrielle par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14 de la présente Convention, suivant les cas, sont applicables.

5. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une subdivision politique, une collectivité locale ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable ou une base fixe, pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ces intérêts sont considérés comme provenant de l'Etat où l'établissement stable ou la base fixe est situé.

6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts excède pour quelque raison que ce soit celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

7. Aucune disposition de la législation de l'un des Etats contractants visant uniquement les intérêts payés à une société non résidente n'a pour effet de faire que ces intérêts payés à un résident de l'autre Etat contractant soient traités comme une distribution par la société qui paie ces intérêts. La phrase précédente ne s'applique pas aux intérêts payés à une société d'un Etat contractant dans laquelle plus de 50 pour cent des droits de vote sont contrôlés, directement ou indirectement, par une personne ou des personnes qui sont des résidents de l'autre Etat contractant.

Article 12

Redevances

1. Les redevances recueillies par un résident d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat si ce résident en est le bénéficiaire effectif.

2. Le terme « redevances » employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une œuvre littéraire, artistique ou scientifique (y compris les films cinématographiques et les films ou bandes pour la radio ou la télévision), d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ainsi que pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

3. Les dispositions du paragraphe 1. du présent article ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, de la présente Convention sont applicables.

4. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances payées excède, pour quelque raison que ce soit, celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 13

Gains en capital

1. Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 6 de la présente Convention et situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.
2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.
3. Les gains provenant de l'aliénation de navires ou aéronefs exploités en trafic international, de bateaux servant à la navigation intérieure ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires, aéronefs ou bateaux, ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
4. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1., 2. et 3. du présent article ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

Article 14

Professions indépendantes

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que ce résident ne dispose de façon habituelle dans l'autre Etat contractant d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. S'il dispose d'une telle base fixe, les revenus sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cette base fixe.
2. L'expression « profession libérale » comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

Article 15

Professions dépendantes

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18 et 19 de la présente Convention, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.
2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1. du présent article, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si :
 - a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de toute période de 12 mois; et
 - b) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat; et
 - c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.
3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international, ou à bord d'un bateau servant à la navigation intérieure, sont imposables dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

Article 16

Tantièmes

Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance ou d'un autre organe analogue d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat. Les rémunérations qu'une telle personne reçoit de la société en raison de l'exercice d'une activité journalière de direction ou de caractère technique sont imposables, conformément aux dispositions de l'article 15 de la présente Convention, comme s'il s'agissait de rémunérations payées à un employé en raison d'un emploi salarié et comme si l'employeur était la société.

Article 17

Artistes et sportifs

1. Nonobstant les dispositions des articles 14 et 15 de la présente Convention, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat.
2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15 de la présente Convention, dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.
3. Les dispositions des paragraphes 1. et 2. du présent article ne s'appliquent pas aux revenus que les artistes du spectacle tirent d'activités exercées dans un Etat contractant si le séjour dans cet Etat est financé pour une large part au moyen de fonds publics de l'autre Etat contractant ou de l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales.

Article 18

Pensions

Sous réserve des dispositions de l'article 19, paragraphe 1., de la présente Convention, les pensions et autres rémunérations similaires payées à un résident d'un Etat contractant au titre d'un emploi antérieur, ne sont imposables que dans cet Etat.

Article 19

Fonctions publiques

1. Les rémunérations, y compris les pensions, payées par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat ou à cette subdivision ou collectivité, sont imposables dans cet Etat. Cette disposition ne s'applique pas si le bénéficiaire de ces revenus possède la nationalité de l'autre Etat contractant sans posséder en même temps la nationalité du premier Etat.
2. Les dispositions des articles 15, 16 et 18 de la présente Convention s'appliquent aux rémunérations et pensions payées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales.

Article 20

Etudiants

Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat contractant et qui séjourné dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet Etat.

Article 21

Activités en mer

1. Nonobstant toute autre disposition de la présente Convention, les dispositions du présent article s'appliquent lorsque sont exercées en mer dans un Etat contractant des activités ayant trait à l'exploration ou à l'exploitation des fonds marins et de leur sous-sol et de leurs ressources naturelles situés dans cet Etat (dénommées dans le présent article « activités en mer »).
2. Une entreprise d'un Etat contractant qui exerce des activités en mer dans l'autre Etat contractant est considérée, sous réserve du paragraphe 3. du présent article, comme exerçant une activité industrielle ou commerciale dans cet autre Etat par l'intermédiaire d'un établissement stable y situé.
3. Les bénéfices résultant du transport par un navire ou un aéronef de marchandises ou de personnel vers un lieu où des activités en mer sont exercées ou ceux résultant de l'exploitation de remorqueurs, pousseurs ou toueurs dans le cadre de telles activités, ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
4. Un résident d'un Etat contractant qui se livre en mer dans l'autre Etat contractant à des activités constituant une profession libérale ou à d'autres activités de caractère indépendant, est considéré comme exerçant ces activités au moyen d'une base fixe située dans cet autre Etat.
5. a) Sous réserve des alinéas b) et c) du présent paragraphe, les salaires, traitements et rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié se rapportant à des activités en mer exercées dans l'autre Etat contractant, ne sont imposables que dans cet autre Etat dans la mesure où l'emploi est exercé en mer dans ledit autre Etat.
b) Sous réserve de l'alinéa c) du présent paragraphe, les salaires, traitements et rémunérations similaires reçus au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef utilisé pour le transport de marchandises ou de personnel vers un lieu où des activités en mer sont exercées ou ceux reçus au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un remorqueur, pousseur ou toueur utilisé dans le cadre de telles activités, ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
c) Les alinéas a) et b) du présent paragraphe ne s'appliquent que lorsqu'il est établi que l'impôt a été payé dans l'Etat contractant qui a le droit exclusif d'imposer les rémunérations visées dans ces alinéas a) et b) et ce, à l'aide de documents probants considérés comme suffisants par l'autorité compétente de l'autre Etat contractant. Dans le cas contraire, la législation interne des Etats contractants relative à l'imposition de ces rémunérations est applicable et la double imposition éventuelle est évitée conformément à l'article 23 de la présente Convention.

Article 22

Autres revenus

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention et ne sont pas des revenus payés par des trusts, ne sont imposables que dans cet Etat.
2. Les dispositions du paragraphe 1. du présent article ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers tels qu'ils sont définis à l'article 6, paragraphe 2., de la présente Convention, lorsque le bénéficiaire de tels revenus, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, de la présente Convention sont applicables.

Article 23

Prévention de la double imposition

1. Sous réserve des dispositions de la législation du Royaume-Uni concernant l'imputation, sur l'impôt du Royaume-Uni, de l'impôt dû dans un territoire en dehors du Royaume-Uni (ainsi qu'elle peut être modifiée périodiquement sans qu'elle puisse affecter le principe général de ce qui suit) :

- a) l'impôt belge dû, directement ou par voie de retenue, en vertu de la législation belge et conformément aux dispositions de la présente Convention, en raison de bénéfices, de revenus ou de gains imposables ayant leur source en Belgique (à l'exclusion, dans le cas de dividendes, de l'impôt dû sur les bénéfices qui servent au paiement des dividendes) est porté en déduction de tout impôt du Royaume-Uni calculé sur les mêmes bénéfices, revenus ou gains imposables que ceux sur lesquels l'impôt belge est calculé;
- b) en ce qui concerne les revenus (autres que les intérêts de prêts) recueillis dans une société belge (autre qu'une société par actions) par un associé de cette société, la déduction tient compte de l'impôt belge afférent à ces revenus, qu'il ait été établi au nom de la société ou de l'associé lorsque :
 - (i) l'associé est un associé indéfiniment responsable de la société, ou
 - (ii) l'associé est une société qui est un résident du Royaume-Uni et possède au moins 10 pour cent du capital (autre que le capital emprunté) de la société belge;
- c) en ce qui concerne les dividendes payés par une société qui est un résident de la Belgique à une société qui est un résident du Royaume-Uni et qui détient directement ou indirectement au moins 10 pour cent des droits de vote dans la société belge, la déduction tient compte (outre de tout impôt belge imputable en vertu de l'alinéa a) du présent paragraphe) de l'impôt belge dû par la société en raison des bénéfices servant au paiement de ces dividendes.

2. En ce qui concerne la Belgique, la double imposition est évitée de la manière suivante :

- a) Lorsqu'un résident de la Belgique reçoit des revenus qui sont imposables au Royaume-Uni conformément aux dispositions de la présente Convention à l'exception de celles des articles 10, paragraphe 2., 11, paragraphes 2. et 6. et 12, paragraphe 4., la Belgique exempte de l'impôt ces revenus mais elle peut, pour calculer le montant de ses impôts sur le reste du revenu de ce résident, appliquer le même taux que si les revenus en question n'avaient pas été exemptés.
- b) Lorsqu'un résident de la Belgique tire de sources situées au Royaume-Uni :
 - (i) des dividendes soumis au régime prévu à l'article 10, paragraphe 2. ou paragraphe 3. de la présente Convention et non exemptés d'impôt belge en vertu de l'alinéa c) du présent paragraphe,
 - (ii) des intérêts soumis au régime prévu à l'article 11, paragraphe 2. ou paragraphe 6., de la présente Convention, et
 - (iii) des redevances soumises au régime prévu à l'article 12, paragraphe 4, de la présente Convention, la quotité forfaitaire d'impôt étranger prévue par la législation belge est imputée, dans les conditions et au taux prévus par cette législation, sur l'impôt belge afférent auxdits revenus.
- c) Lorsqu'une société qui est un résident de la Belgique a la propriété d'actions ou parts d'une société qui est un résident du Royaume-Uni, les dividendes y afférents payés à la première société et non soumis au régime prévu à l'article 10, paragraphe 5. de la présente Convention sont exemptés en Belgique de l'impôt visé à l'article 2, paragraphe 1., b), (ii), de la présente Convention, dans la mesure où cette exemption serait accordée si les deux sociétés étaient des résidents de la Belgique.
- d) Lorsque, conformément à la législation belge, des pertes subies par une entreprise belge dans un établissement stable situé au Royaume-Uni ont été effectivement déduites des bénéfices de cette entreprise pour son imposition en Belgique, l'exemption prévue à l'alinéa a) du présent paragraphe ne s'applique pas en Belgique aux bénéfices d'autres périodes imposables qui sont imputables à cet établissement stable, dans la mesure où ces bénéfices ont aussi été exemptés d'impôt au Royaume-Uni en raison de leur compensation avec lesdites pertes.

3. Pour l'application du présent article, les profits ou rémunérations pour des services personnels (y compris ceux des professions libérales) exécutés dans un Etat contractant sont considérés comme des revenus ayant leur source dans cet Etat et les services d'une personne physique qui exécute entièrement ou principalement de tels services à bord d'un navire, d'un bateau ou d'un aéronef exploité par un résident d'un Etat contractant sont considérés comme exécutés dans cet Etat.

Article 24

Non-discrimination

1. Les nationaux d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation.
2. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité.
3. Aucune disposition du présent article ne peut être interprétée comme empêchant la Belgique :
 - a) d'imposer au taux prévu par la législation belge le montant total des bénéfices attribuables à un établissement stable dont dispose en Belgique une société qui est un résident du Royaume-Uni ou une association ayant son siège de direction effective au Royaume-Uni, pourvu que le taux précité n'excède pas le taux maximal applicable à l'ensemble ou à une fraction des bénéfices des sociétés qui sont des résidents de la Belgique;
 - b) de prélever le précompte mobilier sur les dividendes afférents à une participation se rattachant effectivement à un établissement stable ou à une base fixe dont dispose en Belgique une société qui est un résident du Royaume-Uni ou une association ayant son siège de direction effective au Royaume-Uni et qui est imposable comme une personne morale en Belgique.
4. Aucune disposition du présent article ne peut être interprétée comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt, en fonction de la situation ou des charges de famille ou d'autres circonstances personnelles, qu'il accorde à ses propres résidents.
5. A moins que les dispositions de l'article 9, paragraphe 1., de l'article 11, paragraphe 6., ou de l'article 12, paragraphe 4., de la présente Convention ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat.
6. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat à aucune imposition ou obligation y relative qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat.
7. Les dispositions du présent article s'appliquent aux impôts de toute nature ou dénomination.

Article 25

Procédure amiable

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat contractant dont elle est un résident. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.
2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention.
3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'envisager des mesures pour combattre l'usage incorrect des dispositions de la Convention.

4. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents et de mettre à exécution les dispositions de la Convention.

Article 26

Echange de renseignements

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements nécessaires pour appliquer la présente Convention ou la législation interne des Etats contractants relative aux impôts visés par la Convention dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention, ainsi que pour prévenir la fraude fiscale. Les renseignements reçus par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts visés par la Convention, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, ou par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent faire état de ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

2. Les dispositions du paragraphe 1. du présent article ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation :

- a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant;
- b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant;
- c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

Article 27

Membres des missions diplomatiques ou permanentes et des postes consulaires

1. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques ou permanentes ou des postes consulaires en vertu soit des règles générales du droit des gens, soit des dispositions d'accords particuliers.

2. La Convention ne s'applique pas aux organisations internationales, à leurs organes ou à leurs fonctionnaires, ni aux membres des missions diplomatiques ou permanentes ou des postes consulaires d'un Etat tiers, lorsqu'ils se trouvent dans un Etat contractant et ne sont pas soumis dans cet Etat aux mêmes obligations en matière d'impôts sur le revenu que les résidents dudit Etat.

Article 28

Dispositions diverses

1. Lorsque, en vertu d'une disposition quelconque de la présente Convention, des revenus de source belge bénéficient d'un allègement d'impôt belge et que, en vertu de la législation en vigueur au Royaume-Uni, une personne physique est soumise à l'impôt sur lesdits revenus à concurrence du montant de ceux-ci qui a été transféré ou perçu au Royaume-Uni et non à concurrence de leur montant total, l'allègement d'impôt qui doit être accordé en Belgique en vertu de la Convention ne s'applique qu'au montant du revenu qui a été ainsi transféré ou perçu au Royaume-Uni.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 4. du présent article, les personnes physiques qui sont des résidents de la Belgique ont droit aux mêmes déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt du Royaume-Uni que les sujets britanniques qui ne sont pas résidents au Royaume-Uni.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 4. du présent article, les personnes physiques qui sont des résidents du Royaume-Uni ont droit aux mêmes déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en Belgique que les nationaux belges qui ne sont pas des résidents de la Belgique.

4. Aucune disposition de la Convention ne peut avoir pour effet d'accorder à une personne physique qui est un résident d'un Etat contractant et dont les revenus provenant de l'autre Etat contractant sont constitués uniquement de dividendes, d'intérêts ou de redevances (ou uniquement de plusieurs catégories de ces revenus) les déductions personnelles, abattements et réductions du genre de ceux visés aux paragraphes 2. et 3. du présent article, aux fins d'imposition dans cet autre Etat.

5. Les dispositions de la Convention ne limitent pas l'imposition, conformément à la législation belge, d'une société qui est un résident de la Belgique, en cas de rachat de ses propres actions ou parts ou à l'occasion du partage de son avoir social.

6. Les dispositions de la Convention ne peuvent être interprétées comme restreignant d'une manière quelconque les exemptions, réductions, déductions, imputations ou autres avantages qui sont ou seront accordés par la législation de l'un quelconque des Etats contractants pour la détermination de l'impôt dû dans cet Etat.

Article 29

Entrée en vigueur

1. Chacun des Etats contractants notifie à l'autre Etat contractant l'accomplissement des procédures requises par sa législation pour la mise en vigueur de la présente Convention. La Convention entrera en vigueur le quinzième jour suivant la date de la dernière de ces notifications et s'appliquera :

a) au Royaume-Uni :

- (i) à l'impôt sur le revenu et à l'impôt sur les gains en capital, pour toute année d'imposition commençant à partir du 6 avril,
- (ii) à l'impôt des sociétés, pour toute année financière commençant à partir du 1^{er} avril, et
- (iii) à l'impôt sur les bénéfices du pétrole, pour toute période imposable commençant à partir du 1^{er} janvier,

de l'année civile suivant immédiatement celle au cours de laquelle la Convention entre en vigueur;

b) en Belgique :

- (i) à tout impôt dû à la source sur les revenus attribués ou mis en paiement à partir du 1^{er} janvier, et
- (ii) à tout impôt, autre que les impôts dus à la source, afférent aux revenus de toute période imposable prenant fin à partir du 31 décembre,

de l'année civile suivant immédiatement celle au cours de laquelle la Convention entre en vigueur.

2. La Convention conclue entre Sa Majesté Britannique pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Sa Majesté le Roi des Belges, tendant à éviter la double imposition et l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus, signée à Londres le 29 août 1967, prendra fin et cessera de s'appliquer à tout impôt afférent à une période pour laquelle la présente Convention produit ses effets à l'égard de cet impôt, conformément au paragraphe 1. du présent article.

Article 30

Dénonciation

1. La présente Convention demeurera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par un Etat contractant. Chacun des Etats contractants pourra dénoncer la Convention en notifiant cette dénonciation, par la voie diplomatique, au moins six mois avant la fin de toute année civile postérieure à l'expiration d'une période de 5 ans à partir de la date de son entrée en vigueur. Dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable :

a) au Royaume-Uni :

- (i) à l'impôt sur le revenu et à l'impôt sur les gains en capital, pour toute année d'imposition commençant à partir du 6 avril,

- (ii) à l'impôt des sociétés, pour toute année financière commençant à partir du 1^{er} avril, et
- (iii) à l'impôt sur les bénéfices du pétrole, pour toute période imposable commençant à partir du 1^{er} janvier,

de l'année civile suivant immédiatement celle au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée;

b) en Belgique :

- (i) à tout impôt dû à la source sur les revenus attribués ou mis en paiement à partir du 1^{er} janvier, et
- (ii) à tout impôt, autre que les impôts dus à la source, afférent aux revenus de toute période imposable prenant fin à partir du 31 décembre,

de l'année civile suivant immédiatement celle au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée.

2. La dénonciation de la présente Convention n'aura pas pour effet de remettre en vigueur un traité ou un arrangement abrogé par ladite Convention ou par des traités conclus antérieurement entre les Etats contractants.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

FAIT à Bruxelles, en double exemplaire, le 1^{er} juin 1987, en langues française, néerlandaise et anglaise, les trois textes faisant également foi.

*Pour le Gouvernement du Royaume
de Belgique :*

Leo TINDEMANS

*Pour le Gouvernement du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :*

Peter Charles PÉTRIE

OVEREENKOMST
TUSSEN
DE REGERING VAN HET KONINKRIJK BELGIE
EN
DE REGERING VAN HET VERENIGD KONINKRIJK
VAN GROOT-BRITTANNIE EN NOORD-IERLAND
TOT HET VERMIJDEN VAN DUBBELE BELASTING
EN TOT HET VOORKOMEN
VAN HET ONTGAAN VAN BELASTING
INZAKE BELASTINGEN NAAR HET INKOMEN
EN NAAR VERMOGENSWINSTEN

DE REGERING VAN HET KONINKRIJK BELGIE

en

DE REGERING VAN HET VERENIGD KONINKRIJK VAN GROOT-BRITTANNIE EN NOORD-IERLAND,

Wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar vermogenswinsten,

Zijn het volgende overeengekomen :

Artikel 1

Personen op wie de Overeenkomst van toepassing is

Deze Overeenkomst is van toepassing op personen die inwoner zijn van een overeenkomstsluitende Staat of van beide overeenkomstsluitende Staten.

Artikel 2

Belastingen waarop de Overeenkomst van toepassing is

1. De belastingen waarop deze Overeenkomst van toepassing is zijn :
 - a) in het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland :
 - (i) de inkomstenbelasting (the income tax);
 - (ii) de vennootschapsbelasting (the corporation tax);
 - (iii) de belasting op inkomsten uit de winning van aardolie (the petroleum revenue tax); en
 - (iv) de vermogenswinstbelasting (the capital gains tax);(hierna te noemen « belasting van het Verenigd Koninkrijk »);
 - b) in België :
 - (i) de personenbelasting;
 - (ii) de vennootschapsbelasting;
 - (iii) de rechtspersonenbelasting;
 - (iv) de belasting der niet-verblijfhouders;met inbegrip van de voorheffingen, de opdecimen en opcentiemen op die belastingen en voorheffingen, en de aanvullende belastingen op de personenbelasting;(hierna te noemen « Belgische belasting »).

2. De Overeenkomst is ook van toepassing op alle gelijke of in wezen gelijksoortige belastingen die na de datum van de ondertekening van de Overeenkomst naast of in de plaats van de bestaande belastingen worden geheven door een overeenkomstsluitende Staat, een staatkundig onderdeel of een plaatselijke gemeenschap daarvan. De bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten delen elkaar alle wezenlijke wijzigingen die in hun onderscheiden belastingwetten zijn aangebracht, mede.

Artikel 3

Algemene bepalingen

1. Voor de toepassing van deze Overeenkomst, tenzij het zinsverband anders vereist :

- a) betekent de uitdrukking « Verenigd Koninkrijk », in aardrijkskundig verband gebruikt, Groot-Brittannië en Noord-Ierland, daaronder begrepen elk gebied buiten de territoriale zee van het Verenigd Koninkrijk dat volgens de wetgeving van het Verenigd Koninkrijk betreffende het Continentaal Plat en in overeenstemming met het internationale recht, is aangeduid of later zal worden aangeduid als een gebied waarin de rechten van het Verenigd Koninkrijk met betrekking tot de zeebodem en de ondergrond en hun natuurlijke rijkdommen kunnen worden uitgeoefend;
- b) betekent de uitdrukking « België », in aardrijkskundig verband gebruikt, het nationale grondgebied, de territoriale zee en elk gebied aangrenzend aan de territoriale zee van België, waarin de soevereine rechten van het Koninkrijk België met betrekking tot de zeebodem en de ondergrond en hun natuurlijke rijkdommen, in overeenstemming met het internationale recht kunnen worden uitgeoefend;
- c) betekenen de uitdrukkingen « een overeenkomstsluitende Staat » en « de andere overeenkomstsluitende Staat » het Verenigd Koninkrijk of België, al naar het zinsverband vereist;
- d) betekent de uitdrukking « belasting » de belasting van het Verenigd Koninkrijk of de Belgische belasting, al naar het zinsverband vereist;
- e) omvat de uitdrukking « persoon » een natuurlijke persoon, een vennootschap en elke andere vereniging van personen;
- f) betekent de uitdrukking « vennootschap » elke rechtspersoon of elke eenheid die voor de belastingheffing als een rechtspersoon wordt behandeld;
- g) betekenen de uitdrukkingen « onderneming van een overeenkomstsluitende Staat » en « onderneming van de andere overeenkomstsluitende Staat » onderscheidenlijk een onderneming gedreven door een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat en een onderneming gedreven door een inwoner van de andere overeenkomstsluitende Staat;
- h) betekent de uitdrukking « onderdaan » :
 - (i) met betrekking tot het Verenigd Koninkrijk, elke Britse staatsburger of elke Britse onderdaan die het staatsburgerschap van een ander land of gebied dat deel uitmaakt van het Gemenebest niet bezit, mits hij het recht heeft om in het Verenigd Koninkrijk te verblijven, en elke rechtspersoon, personenvennootschap, vereniging of andere eenheid die zijn rechtspositie als zodanig ontleent aan de wetgeving die in het Verenigd Koninkrijk van kracht is;
 - (ii) met betrekking tot België, elke natuurlijke persoon die de Belgische nationaliteit bezit en elke rechtspersoon, personenvennootschap of vereniging die zijn rechtspositie als zodanig ontleent aan de wetgeving die in België van kracht is;
- i) betekent de uitdrukking « internationaal verkeer » elk vervoer door een schip of een luchtvaartuig dat door een onderneming die haar plaats van werkelijke leiding in een overeenkomstsluitende Staat heeft, wordt geëxploiteerd, behalve indien het schip of het luchtvaartuig slechts tussen in de andere overeenkomstsluitende Staat gelegen plaatsen wordt geëxploiteerd;
- j) betekent de uitdrukking « bevoegde autoriteit » :
 - (i) in het Verenigd Koninkrijk, de « Commissioners of Inland Revenue » of hun gemachtigde vertegenwoordiger en
 - (ii) in België, de Directeur-generaal der directe belastingen of zijn gemachtigde vertegenwoordiger;

k) omvat met betrekking tot het Verenigd Koninkrijk, de uitdrukking « staatkundig onderdeel » mede Noord-Ierland.

2. Voor de toepassing van de Overeenkomst door een overeenkomstsluitende Staat heeft, tenzij het zinsverband anders vereist, elke niet erin omschreven uitdrukking de betekenis welke die uitdrukking heeft volgens de wetgeving van die Staat met betrekking tot de belastingen waarop de Overeenkomst van toepassing is.

Artikel 4

Woonplaats

1. Voor de toepassing van deze Overeenkomst betekent de uitdrukking « inwoner van een overeenkomstsluitende Staat » iedere persoon die, ingevolge de wetgeving van die Staat, aldaar aan de belasting is onderworpen op grond van zijn woonplaats, verblijf, plaats van leiding of enige andere soortgelijke omstandigheid; met betrekking tot België omvat zij mede vennootschappen (niet zijnde vennootschappen op aandelen) die de aanslag van hun winsten in de personenbelasting hebben gekozen. Deze uitdrukking omvat echter niet personen die in een overeenkomstsluitende Staat enkel ter zake van inkomsten uit in die Staat gelegen bronnen aan belasting zijn onderworpen.

2. Indien een natuurlijke persoon ingevolge de bepalingen van paragraaf 1. van dit artikel inwoner van beide overeenkomstsluitende Staten is, wordt zijn toestand op de volgende wijze geregeld :

- a) hij wordt geacht inwoner te zijn van de Staat waar hij een duurzaam tehuis tot zijn beschikking heeft; indien hij in beide Staten een duurzaam tehuis tot zijn beschikking heeft, wordt hij geacht inwoner te zijn van de Staat waarmee zijn persoonlijke en economische betrekkingen het nauwst zijn (middelpunt van de levensbelangen);
- b) indien niet kan worden bepaald in welke Staat hij het middelpunt van zijn levensbelangen heeft of indien hij in geen van de Staten een duurzaam tehuis tot zijn beschikking heeft, wordt hij geacht inwoner te zijn van de Staat waar hij gewoonlijk verblijft;
- c) indien hij in beide Staten of in geen van beide gewoonlijk verblijft, wordt hij geacht inwoner te zijn van de Staat waarvan hij onderdaan is;
- d) indien hij onderdaan is van beide Staten of van geen van beide, regelen de bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten de aangelegenheid in onderlinge overeenstemming.

3. Indien een andere dan een natuurlijke persoon ingevolge de bepalingen van paragraaf 1. van dit artikel inwoner is van beide overeenkomstsluitende Staten, wordt hij geacht inwoner te zijn van de Staat waar de plaats van zijn werkelijke leiding is gelegen.

4. Niettegenstaande de bepalingen van dit artikel wordt de Regering van een overeenkomstsluitende Staat, een staatkundig onderdeel of een plaatselijke gemeenschap daarvan, de centrale bank van een overeenkomstsluitende Staat of elk lichaam (niet zijnde een lichaam op aandelen) dat geheel eigendom is van een overeenkomstsluitende Staat, een staatkundig onderdeel of een plaatselijke gemeenschap daarvan, geacht inwoner te zijn van die overeenkomstsluitende Staat, ongeacht of zij aldaar al dan niet aan belasting zijn onderworpen. De bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten kunnen in onderlinge overeenstemming elke andere overheidsinstelling waarop deze paragraaf van toepassing is, aanduiden.

Artikel 5

Vaste inrichting

1. Voor de toepassing van deze Overeenkomst betekent de uitdrukking « vaste inrichting » een vaste bedrijfsinrichting met behulp waarvan de werkzaamheden van een onderneming geheel of gedeeltelijk worden uitgeoefend.

2. De uitdrukking « vaste inrichting » omvat in het bijzonder :

- a) een plaats waar leiding wordt gegeven;
- b) een filiaal;

- c) een kantoor;
- d) een fabriek;
- e) een werkplaats; en
- f) een mijn, een olie- of gasbron, een steengroeve of enige andere plaats waar natuurlijke rijkdommen worden gewonnen of geëxploiteerd.

3. De plaats van uitvoering van een bouwwerk of van constructie- of installatiewerkzaamheden is slechts dan een vaste inrichting indien de duur ervan twaalf maanden overschrijdt.

4. Niettegenstaande de voorgaande bepalingen van dit artikel wordt een « vaste inrichting » niet aanwezig geacht indien :

- a) gebruik wordt gemaakt van inrichtingen, uitsluitend voor de opslag, de uitstalling of de aflevering van aan de onderneming toebehorende goederen;
- b) een voorraad van aan de onderneming toebehorende goederen wordt aangehouden, uitsluitend voor de opslag, de uitstalling of de aflevering;
- c) een voorraad van aan de onderneming toebehorende goederen wordt aangehouden uitsluitend voor de werking of verwerking door een andere onderneming;
- d) een vaste bedrijfsinrichting wordt aangehouden, uitsluitend om voor de onderneming goederen aan te kopen of inlichtingen in te winnen;
- e) een vaste bedrijfsinrichting wordt aangehouden, uitsluitend om voor de onderneming andere werkzaamheden die van voorbereidende aard zijn of het karakter van hulpwerkzaamheden hebben, te verrichten;
- f) een vaste bedrijfsinrichting wordt aangehouden, uitsluitend om verscheidene van de in de leden a) tot e) van deze paragraaf vermelde werkzaamheden te verrichten, op voorwaarde dat het geheel van die werkzaamheden van de vaste bedrijfsinrichting van voorbereidende aard is of het karakter van hulpwerkzaamheden heeft.

5. Indien een persoon — niet zijnde een onafhankelijke vertegenwoordiger op wie paragraaf 6. van dit artikel van toepassing is — voor een onderneming werkzaam is en in een overeenkomstsluitende Staat een machtiging bezit om namens de onderneming overeenkomsten af te sluiten en dit recht aldaar gewoonlijk uitoefent, dan wordt die onderneming, niettegenstaande de bepalingen van de paragrafen 1. en 2. van dit artikel, geacht een vaste inrichting in die Staat te hebben voor alle werkzaamheden welke deze persoon voor de onderneming verricht, tenzij de werkzaamheden van die persoon beperkt blijven tot de in paragraaf 4. van dit artikel vermelde werkzaamheden die, indien zij met behulp van een vaste bedrijfsinrichting zouden worden verricht, die vaste bedrijfsinrichting niet tot een vaste inrichting zouden stempelen ingevolge de bepalingen van die paragraaf.

6. Een onderneming wordt niet geacht een vaste inrichting in een overeenkomstsluitende Staat te bezitten op grond van de enkele omstandigheid dat zij aldaar zaken doet door middel van een makelaar, een algemeen commissionair of enige andere onafhankelijke vertegenwoordiger, op voorwaarde dat deze personen in de normale uitoefening van hun bedrijf handelen.

7. Niettegenstaande de bepalingen van dit artikel wordt een verzekeringsonderneming van een overeenkomstsluitende Staat geacht een vaste inrichting in de andere overeenkomstsluitende Staat te bezitten, wanneer zij aldaar premies int of aldaar gelegen risico's verzekert door middel van een aldaar gevestigde tussenpersoon of agent met uitsluiting van een agent als bedoeld in paragraaf 6. van dit artikel tenzij hij een machtiging bezit om namens de onderneming overeenkomsten af te sluiten en dit recht gewoonlijk uitoefent.

8. De enkele omstandigheid dat een vennootschap die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat een vennootschap beheerst of door een vennootschap wordt beheerst, die inwoner is van de andere overeenkomstsluitende Staat of die in die andere Staat zaken doet (hetzij met behulp van een vaste inrichting, hetzij op een andere wijze), stempelt één van beide vennootschappen niet tot een vaste inrichting van de andere.

Artikel 6

Inkomsten uit onroerende goederen

1. Inkomsten die een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat verkrijgt uit in de andere overeenkomstsluitende Staat gelegen onroerende goederen (inkomsten uit landbouw- of bosbedrijven daaronder begrepen) mogen in die andere Staat worden belast.
2. De uitdrukking « onroerende goederen » heeft de betekenis die daaraan wordt toegekend door het recht van de overeenkomstsluitende Staat waar deze goederen zijn gelegen. De uitdrukking omvat in ieder geval de goederen die bij de onroerende goederen behoren, levende en dode have van landbouw- en bosbedrijven, rechten waarop de bepalingen van het privaatrecht betreffende de grondeigendom van toepassing zijn, vruchtgebruik van onroerende goederen en rechten op veranderlijke of vaste vergoedingen ter zake van de exploitatie, of het recht tot exploitatie, van minerale aardlagen, bronnen en andere natuurlijke rijkdommen; schepen en luchtvaartuigen worden niet als onroerende goederen beschouwd.
3. De bepalingen van paragraaf 1. van dit artikel zijn ook van toepassing op inkomsten verkregen uit de rechtstreekse exploitatie of het rechtstreekse genot, uit het verhuren of verpachten, of uit elke andere vorm van exploitatie van onroerende goederen.
4. De bepalingen van de paragrafen 1. en 3. van dit artikel zijn ook van toepassing op inkomsten uit onroerende goederen van een onderneming en op inkomsten uit onroerende goederen gebezigd voor de uitoefening van een zelfstandig beroep.

Artikel 7

Ondernemingswinst

1. Winst van een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat is slechts in die Staat belastbaar, tenzij de onderneming in de andere overeenkomstsluitende Staat haar bedrijf uitoefent met behulp van een aldaar gevestigde vaste inrichting. Indien de onderneming aldus haar bedrijf uitoefent, mag de winst van de onderneming in de andere Staat worden belast, maar slechts in zoverre als zij aan die vaste inrichting kan worden toegerekend.
2. Onder voorbehoud van de bepalingen van paragraaf 3. van dit artikel wordt, indien een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat in de andere overeenkomstsluitende Staat haar bedrijf uitoefent met behulp van een aldaar gevestigde vaste inrichting, in elke overeenkomstsluitende Staat aan die vaste inrichting de winst toegerekend die zij geacht zou kunnen worden te behalen indien zij een onafhankelijke onderneming zou zijn, die dezelfde of soortgelijke werkzaamheden zou uitoefenen onder dezelfde of soortgelijke omstandigheden en die geheel onafhankelijk zou handelen.
3. Bij het bepalen van de winst van een vaste inrichting worden in aftrek toegelaten de kosten, daaronder begrepen kosten van leiding en algemene beheerskosten, die ten behoeve van die vaste inrichting zijn gemaakt, hetzij in de Staat waar die vaste inrichting is gevestigd, hetzij elders.
4. Geen winst wordt aan een vaste inrichting toegerekend enkel op grond van de aankoop door die vaste inrichting van goederen voor de onderneming.
5. Voor de toepassing van de voorgaande paragrafen van dit artikel wordt de aan de vaste inrichting toe te rekenen winst van jaar tot jaar volgens dezelfde methode bepaald, tenzij er een goede en genoegzame reden bestaat om hiervan af te wijken.
6. Indien in de winst inkomstenbestanddelen zijn begrepen die afzonderlijk in de andere artikelen van deze Overeenkomst worden behandeld, worden de bepalingen van die artikelen niet aangetast door de bepalingen van dit artikel.

Artikel 8

• Zeevaart, binnenvaart en luchtvaart

1. Winst uit de exploitatie van schepen of luchtvaartuigen in internationaal verkeer is slechts belastbaar in de overeenkomstsluitende Staat waar de plaats van de werkelijke leiding van de onderneming is gelegen.

2. Winst uit de exploitatie van schepen die dienen voor het vervoer in de binnenwateren is slechts belastbaar in de overeenkomstsluitende Staat waar de plaats van de werkelijke leiding van de onderneming is gelegen.
3. Indien de plaats van de werkelijke leiding van een zeescheepvaart- of een binnenscheepvaartonderneming zich aan boord van een schip bevindt, wordt deze plaats geacht te zijn gelegen in de overeenkomstsluitende Staat waar het schip zijn thuishaven heeft, of, indien er geen thuishaven is, in de overeenkomstsluitende Staat waarvan de exploitant van het schip een inwoner is.
4. Indien winst, als bedoeld in paragraaf 1. van dit artikel, door een onderneming wordt verkregen uit de deelneming in een pool, een gemeenschappelijk bedrijf of een internationaal bedrijfslichaam, is de winst die aan die onderneming kan worden toegerekend slechts belastbaar in de Staat waar de plaats van de werkelijke leiding van die onderneming is gelegen.

Artikel 9

Afhankelijke ondernemingen

1. Indien

- a) een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat onmiddellijk of middellijk deelneemt aan de leiding van, aan het toezicht op, dan wel in het kapitaal van een onderneming van de andere overeenkomstsluitende Staat, of
- b) dezelfde personen onmiddellijk of middellijk deelnemen aan de leiding van, aan het toezicht op, dan wel in het kapitaal van een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat en van een onderneming van de andere overeenkomstsluitende Staat,

en, in het ene of in het andere geval, tussen de twee ondernemingen in hun handelsbetrekkingen of financiële betrekkingen, voorwaarden worden overeengekomen of opgelegd die afwijken van die welke zouden worden overeengekomen tussen onafhankelijke ondernemingen, mogen alle inkomsten, aftrekken, ontvangsten of uitgaven die aan een van de ondernemingen zonder deze voorwaarden, zouden kunnen worden toegerekend, maar die, ten gevolge van die voorwaarden, niet zijn toegerekend, worden begrepen in de winst of het verlies van die onderneming en dienovereenkomstig worden belast.

2. Indien een overeenkomstsluitende Staat in de winst van een onderneming van die Staat winst opneemt — en dienovereenkomstig belast — ter zake waarvan een onderneming van de andere overeenkomstsluitende Staat in die andere Staat werd belast, en de aldus opgenomen bestanddelen inkomsten, aftrekken, ontvangsten of uitgaven omvatten welke aan de onderneming van de eerstbedoelde Staat zouden kunnen worden toegerekend indien tussen de twee ondernemingen zodanige voorwaarden zouden zijn overeengekomen als die welke tussen onafhankelijke ondernemingen zouden zijn overeengekomen, kunnen de bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten met elkaar overleg plegen ten einde overeenstemming te bereiken over de herziening van de winst of het verlies in de beide overeenkomstsluitende Staten.

Artikel 10

Dividenden

1. Dividenden verkregen van een vennootschap die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat door een inwoner van de andere overeenkomstsluitende Staat, mogen in die andere Staat worden belast.

2. Deze dividenden mogen echter ook in de overeenkomstsluitende Staat waarvan de vennootschap die de dividenden betaalt inwoner is, overeenkomstig de wetgeving van die Staat worden belast, maar indien de uiteindelijk gerechtigde tot de dividenden inwoner is van de andere overeenkomstsluitende Staat, mag de aldus gegeven belasting niet hoger zijn dan :

- a) 5 percent van het brutobedrag van de dividenden indien de verkrijger een vennootschap is die onmiddellijk of middellijk tenminste 25 percent van het stemrecht bezit in de vennootschap die de dividenden betaalt;
- b) 10 percent van het brutobedrag van de dividenden in alle andere gevallen.

Deze paragraaf laat onverlet de belastingheffing van de vennootschap ter zake van de winst waaruit de dividenden worden betaald.

3. Zolang een in het Verenigd Koninkrijk wonende natuurlijke persoon, krachtens de wetgeving van het Verenigd Koninkrijk recht heeft op een belastingkrediet ter zake van dividenden betaald door een in het Verenigd Koninkrijk gevestigde vennootschap, is paragraaf 2. van dit artikel niet van toepassing op dividenden verkregen van een vennootschap die inwoner is van het Verenigd Koninkrijk door een inwoner van België. In dat geval zijn de volgende bepalingen van deze paragraaf van toepassing :

- a) (i) Indien een inwoner van België krachtens subparagraaf b) van deze paragraaf recht heeft op een belastingkrediet ter zake van die dividenden, mag ook in het Verenigd Koninkrijk, overeenkomstig de wetgeving van het Verenigd Koninkrijk, belasting worden geheven over het totaal van het bedrag of de waarde van die dividenden en het bedrag van dat belastingkrediet naar een tarief dat niet meer bedraagt dan 20 percent.
 - (ii) Indien een inwoner van België krachtens subparagraaf c) van deze paragraaf recht heeft op een belastingkrediet ter zake van die dividenden, mag ook in het Verenigd Koninkrijk, overeenkomstig de wetgeving van het Verenigd Koninkrijk, belasting worden geheven over het totaal van het bedrag of de waarde van die dividenden en het bedrag van dat belastingkrediet naar een tarief dat niet meer bedraagt dan 5 percent.
 - (iii) Behoudens het bepaalde in de subparagrafen a) (i) en a) (ii) van deze paragraaf, zijn dividenden verkregen van een vennootschap die inwoner is van het Verenigd Koninkrijk en waartoe een inwoner van België de uiteindelijk gerechtigde is, vrijgesteld van elke belasting die in het Verenigd Koninkrijk ter zake van dividenden kan worden geheven.
- b) Een inwoner van België die dividenden verkrijgt van een vennootschap die inwoner is van het Verenigd Koninkrijk heeft, onder voorbehoud van de bepalingen van de subparagrafen c) en d) van deze paragraaf en mits hij de uiteindelijk gerechtigde tot de dividenden is, recht op het belastingkrediet ter zake daarvan, waarop een in het Verenigd Koninkrijk wonende natuurlijke persoon recht zou hebben gehad indien hij die dividenden zou hebben verkregen, alsmede op de betaling van het bedrag waarmee dit belastingkrediet de door hem in het Verenigd Koninkrijk verschuldigde belasting overschrijdt.
- c) De bepalingen van subparagraaf b) van deze paragraaf zijn niet van toepassing indien de verkrijger van de dividenden een vennootschap is, of met één vennootschap is verbonden, die hetzij alleen hetzij te samen met één of meer verbonden vennootschappen, onmiddellijk of middellijk, ten minste 10 percent van het stemrecht beheerst in de vennootschap die de dividenden betaalt. In dat geval heeft een vennootschap die inwoner is van België en die dividenden van een vennootschap die inwoner is van het Verenigd Koninkrijk verkrijgt, mits zij de uiteindelijk gerechtigde tot de dividenden is en onder voorbehoud van de bepalingen van subparagraaf d) van deze paragraaf, recht op een belastingkrediet dat gelijk is aan de helft van het belastingkrediet waarop een in het Verenigd Koninkrijk wonende natuurlijke persoon recht zou hebben gehad indien hij de dividenden had verkregen, alsmede op de betaling van het bedrag waarmee dat belastingkrediet de door de vennootschap in het Verenigd Koninkrijk verschuldigde belasting overschrijdt. Voor de toepassing van deze subparagraaf worden twee vennootschappen geacht verbonden te zijn indien de ene, onmiddellijk of middellijk, meer dan 50 percent van het stemrecht in de andere vennootschap beheerst, of indien een derde vennootschap meer dan 50 percent van het stemrecht in de beide vennootschappen beheerst.
- d) (i) De bepalingen van de subparagrafen b) en c) van deze paragraaf zijn niet van toepassing tenzij de verkrijger van de dividenden aantoont (op verzoek van de bevoegde autoriteit van het Verenigd Koninkrijk bij wie hij een aanvraag heeft ingediend om de verrekening van het belastingkrediet met de door hem in het Verenigd Koninkrijk verschuldigde inkomstenbelasting of de terugbetaling van het bedrag waarmee dat belastingkrediet deze inkomstenbelasting overschrijdt te bekomen) dat het aandelenbezit ter zake waarvan de dividenden werden betaald, door hem verworven werd op grond van bona fide zakelijke overwegingen of in de gewone gang van het doen van investeringen of van het beheer daarvan en dat het niet het hoofddoel of een der hoofddoelen van die verwerving was recht te verkrijgen op het belastingkrediet waarvan sprake in subparagraaf b) of subparagraaf c), naar het geval.
- (ii) België mag, op of vóór 30 juni van elk kalenderjaar, aan het Verenigd Koninkrijk langs diplomatieke weg, kennis geven van de beëindiging van deze subparagraaf en in dat geval houdt deze op van toepassing te zijn met betrekking tot dividenden betaald op of na 6 april van het kalenderjaar dat onmiddellijk volgt op datgene waarin van de beëindiging kennis is gegeven.

4. De uitdrukking « dividenden » zoals gebezigd in dit artikel betekent inkomsten uit aandelen, winstaandelen of winstbewijzen, mijnaandelen, oprichtersaandelen of andere rechten op een aandeel in de winst, alsmede

inkomsten uit andere rechten in vennootschappen die volgens de belastingwetgeving van de overeenkomstsluitende Staat waarvan de uitkerende vennootschap inwoner is, op dezelfde wijze als inkomsten uit aandelen in de belastingheffing worden betrokken; ze omvat eveneens met betrekking tot vennootschappen die inwoner zijn van België, niet zijnde vennootschappen op aandelen, betalingen gedaan aan vennoten van de vennootschap, bij wege van inkomsten van belegde kapitalen en, met betrekking tot het Verenigd Koninkrijk, alle bestanddelen (niet zijnde interest of royalty's die op grond van de bepalingen van artikel 11 of artikel 12 van deze Overeenkomst vermindering of vrijstelling van belasting genieten) die volgens de wetgeving van het Verenigd Koninkrijk en in overeenstemming met deze Overeenkomst, als winstuitdelingen van een vennootschap worden behandeld.

5. De bepalingen van de paragrafen 1. en 2. of 3. naar het geval, van dit artikel zijn niet van toepassing indien de verkrijger van de dividenden, die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat, in de andere overeenkomstsluitende Staat waarvan de vennootschap die de dividenden betaalt inwoner is, een nijverheids- of handelsbedrijf met behulp van een aldaar gevestigde vaste inrichting of een zelfstandig beroep door middel van een aldaar gevestigde vaste basis uitoefent en het aandelenbezit uit hoofde waarvan de dividenden worden betaald, met die vaste inrichting of die vaste basis wezenlijk is verbonden. In dat geval zijn de bepalingen van artikel 7 of van artikel 14 van deze Overeenkomst, naar het geval, van toepassing.

6. Indien een vennootschap inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat, mag de andere overeenkomstsluitende Staat geen belasting heffen op dividenden die de vennootschap betaalt aan een inwoner van de eerstbedoelde Staat, noch de niet-uitgedeelde winst van de vennootschap onderwerpen aan een belasting op niet-uitgedeelde winst, zelfs indien de betaalde dividenden of de niet-uitgedeelde winst geheel of gedeeltelijk bestaan uit winsten of inkomsten die uit die andere Staat afkomstig zijn. De bepalingen van deze paragraaf belerten de andere Staat niet belasting te heffen op dividenden betaald uit hoofde van één aandelenbezit dat wezenlijk is verbonden met een vaste inrichting of een vaste basis die in die andere Staat door een inwoner van de eerstbedoelde Staat wordt geëxploiteerd.

Artikel 11

Interest

1. Interest afkomstig uit een overeenkomstsluitende Staat en betaald aan een inwoner van de andere overeenkomstsluitende Staat, mag in die andere Staat worden belast.

2. Deze interest mag echter ook in de overeenkomstsluitende Staat waaruit hij afkomstig is en overeenkomstig de wetgeving van die Staat worden belast, maar indien de uiteindelijk gerechtigde tot de interest inwoner is van de andere overeenkomstsluitende Staat, mag de aldus geheven belasting niet hoger zijn dan 15 percent van het brutobedrag van de interest.

3. De uitdrukking « interest », zoals gebezigd in dit artikel, betekent inkomsten uit overheidsleningen, obligaties, al dan niet gewaarborgd door hypotheek of al dan niet aanspraak gevend op een aandeel in de winst, en uit schuldvorderingen en deposito's van welke aard ook, zomede loten van leningen en alle andere opbrengsten die met inkomsten van geleende of gedeponeerde gelden worden gelijkgesteld door de belastingwetgeving van de Staat waaruit de inkomsten afkomstig zijn, maar omvat niet inkomsten als bedoeld in artikel 10 van deze Overeenkomst.

4. De bepalingen van de paragrafen 1. en 2. van dit artikel zijn niet van toepassing, indien de uiteindelijk gerechtigde tot de interest, die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat, in de andere overeenkomstsluitende Staat waaruit de interest afkomstig is een nijverheids- of een handelsbedrijf met behulp van een aldaar gevestigde vaste inrichting of een zelfstandig beroep door middel van een aldaar gevestigde vaste basis uitoefent en de schuldvordering uit hoofde waarvan de interest is verschuldigd, met die vaste inrichting of die vaste basis wezenlijk is verbonden. In dat geval zijn de bepalingen van artikel 7 of van artikel 14 van deze overeenkomst, naar het geval, van toepassing.

5. Interest wordt geacht uit een overeenkomstsluitende Staat afkomstig te zijn indien de schuldenaar die Staat zelf is, een staatkundig onderdeel, een plaatselijke gemeenschap of een inwoner van die Staat. Indien evenwel de schuldenaar van de interest, ongeacht of hij inwoner van een overeenkomstsluitende Staat is of niet, in een overeenkomstsluitende Staat een vaste inrichting of een vaste basis heeft waarvoor de schuld, ter

zake, waarvan de interest wordt betaald, werd aangegaan en de interest ten laste komt van die vaste inrichting of vaste basis, wordt die interest geacht afkomstig te zijn uit de Staat waar de vaste inrichting of de vaste basis is gevestigd.

6. Indien, ten gevolge van een bijzondere verhouding tussen de schuldenaar en de uiteindelijk gerechtigde of tussen hen beiden en een derde, het bedrag van de interest, om welke reden dan ook, hoger is dan het bedrag dat zonder zulk een verhouding door de schuldenaar en de uiteindelijk gerechtigde zou zijn overeengekomen, zijn de bepalingen van dit artikel slechts op het laatstbedoelde bedrag van toepassing. In dat geval blijft het daarboven uitgaande deel van de betalingen-belastbaar overeenkomstig de wetgeving van elke overeenkomstsluitende Staat, met inachtneming van de overige bepalingen van deze Overeenkomst,

7. Bepalingen in de wetgeving van een overeenkomstsluitende Staat die slechts betrekking hebben op interest betaald aan een vennootschap die geen inwoner is, zijn niet van kracht in zoverre zij voorschrijven dat zodanige interest, betaald aan een inwoner van de andere overeenkomstsluitende Staat, wordt aangemerkt als een uitdeling door de vennootschap die de interest betaalt. De voorgaande zin is niet van toepassing op interest die wordt betaald aan een vennootschap van een overeenkomstsluitende Staat, waarvan meer dan 50 percent van het stemrecht, onmiddellijk of middellijk, wordt beheerst door een persoon of door personen die inwoner zijn van de andere overeenkomstsluitende Staat.

Artikel 12

Royalty's

1. Royalty's verkregen door een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat zijn slechts in die Staat belastbaar indien die inwoner de uiteindelijk gerechtigde tot de royalty's is.

2. De uitdrukking « royalty's », zoals gebezigd in dit artikel betekent vergoedingen van welke aard ook voor het gebruik van, of voor het recht van gebruik van, een auteursrecht op een werk op het gebied van letterkunde, kunst of wetenschap (daaronder begrepen bioscoopfilms en films of banden voor radio en televisie), van een octrooi, een fabrieks- of handelsmerk, een tekening, een model, een plan, een geheim recept of een geheime werkwijze, of voor inlichtingen omtrent ervaringen op het gebied van nijverheid, handel of wetenschap.

3. De bepalingen van paragraaf 1. van dit artikel zijn niet van toepassing indien de uiteindelijk gerechtigde tot de royalty's, die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat, in de andere overeenkomstsluitende Staat waaruit de royalty's afkomstig zijn, een nijverheids- of een handelsbedrijf met behulp van een aldaar gevestigde vaste inrichting of een zelfstandig beroep door middel van een aldaar gevestigde vaste basis uitoefent en het recht of het goed uit hoofde waarvan de royalty's verschuldigd zijn, met die vaste inrichting of die vaste basis wezenlijk is verbonden. In dat geval zijn de bepalingen van artikel 7 of artikel 14 van deze Overeenkomst, naar het geval, van toepassing.

4. Indien, ten gevolge van een bijzondere verhouding tussen de schuldenaar en de uiteindelijk gerechtigde of tussen hen beiden en een derde, het bedrag van de betaalde royalty's, om welke reden dan ook, hoger is dan het bedrag dat zonder zulk een verhouding door de schuldenaar en de uiteindelijk gerechtigde zou zijn overeengekomen, zijn de bepalingen van dit artikel slechts op het laatstbedoelde bedrag van toepassing. In dat geval blijft het daarboven uitgaande deel van de betalingen belastbaar overeenkomstig de wetgeving van elke overeenkomstsluitende Staat en met inachtneming van de overige bepalingen van deze Overeenkomst.

Artikel 13

Vermogenswinst

1. Voordelen die een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat verkrijgt uit de vervreemding van onroerende goederen zoals bedoeld in artikel 6 van deze Overeenkomst die in de andere overeenkomstsluitende Staat zijn gelegen, mogen in die andere Staat worden belast.

2. Voordelen verkregen uit de vervreemding van roerende goederen die deel uitmaken van het bedrijfsvermogen van een vaste inrichting die een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat in de andere overeenkomstsluitende Staat heeft, of van roerende goederen die behoren tot een vaste basis die een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat in de andere overeenkomstsluitende Staat tot zijn beschikking heeft voor

de uitoefening van een zelfstandig beroep, daaronder begrepen voordelen verkregen uit de vervreemding van die vaste inrichting (alleen of te zamen met de gehele onderneming) of van die vaste basis, mogen in die andere Staat worden belast.

3. Voordelen verkregen uit de vervreemding van schepen of luchtvaartuigen die in internationaal verkeer worden geëxploiteerd, van schepen die dienen tot het vervoer in de binnenwateren of van roerende goederen die bij de exploitatie van die schepen of luchtvaartuigen worden gebruikt, zijn slechts belastbaar in de overeenkomstsluitende Staat waar de plaats van de werkelijke leiding van de onderneming is gelegen.

4. Voordelen verkregen uit de vervreemding van alle andere goederen dan die vermeld in de paragrafen 1., 2. en 3. van dit artikel zijn slechts belastbaar in de overeenkomstsluitende Staat waarvan de vervreemder inwoner is.

Artikel 14

Zelfstandige beroepen

1. Inkomsten verkregen door een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat in de uitoefening van een vrij beroep of ter zake van andere werkzaamheden van zelfstandige aard zijn slechts in die Staat belastbaar, tenzij die inwoner in de andere overeenkomstsluitende Staat voor het verrichten van zijn werkzaamheden geregeld over een vaste basis beschikt. Indien hij over zulk een vaste basis beschikt, mogen de inkomsten in de andere Staat worden belast, maar slechts in zoverre als zij aan die vaste basis kunnen worden toegerekend.

2. De uitdrukking «vrij beroep» omvat in het bijzonder zelfstandige werkzaamheden op het gebied van wetenschap, letterkunde, kunst, opvoeding of onderwijs, alsmede de zelfstandige werkzaamheden van artsen, advocaten, ingenieurs, architecten, tandartsen en accountants.

Artikel 15

Niet-zelfstandige beroepen

1. Onder voorbehoud van de bepalingen van de artikelen 16, 18 en 19 van deze Overeenkomst zijn lonen, salarissen en andere soortgelijke beloningen verkregen door een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat ter zake van een dienstbetrekking slechts in die Staat belastbaar, tenzij de dienstbetrekking in de andere overeenkomstsluitende Staat wordt uitgeoefend. Indien de dienstbetrekking aldaar wordt uitgeoefend mogen de-ter zake daarvan verkregen beloningen in die andere Staat worden belast.

2. Niettegenstaande de bepalingen van paragraaf 1. van dit artikel zijn beloningen verkregen door een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat ter zake van een in de andere overeenkomstsluitende Staat uitgeoefende dienstbetrekking slechts in de eerstbedoelde Staat belastbaar, indien :

- a) de genietter in de andere Staat verblijft gedurende een tijdvak of tijdvakken die in enig tijdperk van twaalf maanden een totaal van 183 dagen niet te boven gaan; en
- b) de beloningen worden betaald door of namens een werkgever die niet inwoner van de andere Staat is; en
- c) de beloningen niet ten laste komen van een vaste inrichting of van een vaste basis, die de werkgever in de andere Staat heeft.

3. Niettegenstaande de voorgaande bepalingen van dit artikel mogen beloningen verkregen ter zake van een dienstbetrekking uitgeoefend aan boord van een schip of een luchtvaartuig dat in internationaal verkeer wordt geëxploiteerd, of aan boord van een schip dat dient voor het vervoer in de binnenwateren, worden belast in de overeenkomstsluitende Staat waar de plaats van de werkelijke leiding van de onderneming is gelegen.

Artikel 16

Tantièmes

Tantièmes, presentiegelden en andere soortgelijke beloningen verkregen door een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat in zijn hoedanigheid van lid van de raad van beheer of van enig ander soortgelijk

orgaan van een vennootschap die inwoner is van de andere overeenkomstsluitende Staat, mogen in die andere Staat worden belast. De beloningen die een beheerder van een vennootschap verkrijgt ter zake van de uitoefening van dagelijkse werkzaamheden van beheer of van technische aard zijn overeenkomstig de bepalingen van artikel 15 van deze Overeenkomst belastbaar, alsof het ging om beloningen betaald aan een werknemer ter zake van een dienstbetrekking en alsof de werkgever de vennootschap was.

Artikel 17

Artiesten en sportbeoefenaars

1. Niettegenstaande de bepalingen van de artikelen 14 en 15 van deze Overeenkomst mogen inkomsten die een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat verkrijgt uit zijn persoonlijke werkzaamheden die hij in de andere overeenkomstsluitende Staat verricht in de hoedanigheid van artiest, zoals toneelspeeler, film-, radio- of televisieartiest, of musicus, of in de hoedanigheid van sportbeoefenaar, in die andere Staat worden belast.
2. Indien inkomsten uit werkzaamheden die een artiest of een sportbeoefenaar persoonlijk en als zodanig verricht, niet worden toegekend aan de artiest of aan de sportbeoefenaar zelf maar aan een andere persoon, mogen die inkomsten, niettegenstaande de bepalingen van de artikelen 7, 14 en 15 van deze Overeenkomst, worden belast in de overeenkomstsluitende Staat waar de werkzaamheden van de artiest of de sportbeoefenaar worden verricht.
3. De bepalingen van de paragrafen 1. en 2. van dit artikel zijn niet van toepassing op inkomsten verkregen uit werkzaamheden die een artiest in een overeenkomstsluitende Staat verricht indien het bezoek aan die Staat voor een wezenlijk deel wordt gefinancierd uit de openbare middelen van de andere overeenkomstsluitende Staat of van een staatkundig onderdeel of een plaatselijke gemeenschap daarvan.

Artikel 18

Pensioenen

Onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 19, paragraaf 1. van deze Overeenkomst zijn pensioenen en andere soortgelijke beloningen betaald aan een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat ter zake van een vroegere dienstbetrekking, slechts in die Staat belastbaar.

Artikel 19

Overheidsfuncties

1. Beloningen, met inbegrip van pensioenen, betaald door een overeenkomstsluitende Staat of een staatkundig onderdeel of plaatselijke gemeenschap daarvan aan een natuurlijke persoon, ter zake van diensten bewezen aan die Staat of aan dat onderdeel of die gemeenschap, mogen in die Staat worden belast. Deze bepaling is niet van toepassing indien de verkrijger van die inkomsten een onderdaan is van de andere overeenkomstsluitende Staat zonder eveneens onderdaan te zijn van de eerstbedoelde Staat.
2. De bepalingen van de artikelen 15, 16 en 18 van deze Overeenkomst zijn van toepassing op beloningen en pensioenen ter zake van diensten bewezen in het kader van een nijverheids- of handelsbedrijf uitgeoefend door een overeenkomstsluitende Staat of een staatkundig onderdeel of plaatselijke gemeenschap daarvan.

Artikel 20

Studenten

Bedragen die een student of een voor een beroep of bedrijf in opleiding zijnde persoon, die inwoner is, of onmiddellijk vóór zijn bezoek aan een overeenkomstsluitende Staat inwoner was, van de andere overeenkomstsluitende Staat en die uitsluitend voor zijn studie of opleiding in de eerstbedoelde Staat verblijft, ontvangt ten behoeve van zijn onderhoud, studie of opleiding, zijn in die Staat niet belastbaar, op voorwaarde dat die bedragen afkomstig zijn uit bronnen buiten die Staat.

Artikel 21

Werkzaamheden buitengaats

1. Niettegenstaande enige andere bepaling van deze Overeenkomst zijn de bepalingen van dit artikel van toepassing indien in een overeenkomstsluitende Staat werkzaamheden buitengaats worden verricht in verband met de exploratie of exploitatie van de in die Staat gelegen zeebodem en de ondergrond daarvan en hun natuurlijke rijkdommen (in dit artikel te noemen « werkzaamheden buitengaats »).
2. Een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat die in de andere overeenkomstsluitende Staat werkzaamheden buitengaats verricht wordt, onder voorbehoud van paragraaf 3. van dit artikel, geacht in die andere Staat een bedrijf uit te oefenen door middel van een aldaar gevestigde vaste inrichting.
3. Winst uit het vervoer van voorraden of personeel door een schip of een luchtvaartuig naar een plaats waar werkzaamheden buitengaats worden verricht, of uit de exploitatie van sleepboten, duwboten of kettingsleepboten in verband met die werkzaamheden, is slechts belastbaar in de overeenkomstsluitende Staat waar de plaats van de werkelijke leiding van de onderneming is gelegen.
4. Een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat die, in het kader van een vrij beroep of van andere werkzaamheden van zelfstandige aard, in de andere overeenkomstsluitende Staat werkzaamheden buitengaats verricht, wordt geacht die werkzaamheden te verrichten vanuit een vaste basis in de andere Staat.
5. a) Onder voorbehoud van de subparagrafen b) en c) van deze paragraaf zijn salarissen, lonen en andere soortgelijke beloningen verkregen door een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat ter zake van een dienstbetrekking in verband met werkzaamheden buitengaats in de andere overeenkomstsluitende Staat, in zoverre als de diensten in de andere overeenkomstsluitende Staat buitengaats worden verricht, slechts in die andere Staat belastbaar.
b) Onder voorbehoud van subparagraaf c) van deze paragraaf, zijn salarissen, lonen en soortgelijke beloningen verkregen ter zake van een dienstbetrekking uitgeoefend aan boord van een schip of luchtvaartuig dat betrokken is bij het vervoer van voorraden of personeel naar een plaats waar werkzaamheden buitengaats worden verricht, of ter zake van een dienstbetrekking uitgeoefend aan boord van een sleepboot, duwboot of kettingsleepboot in verband met deze werkzaamheden, slechts belastbaar in de Staat waar de plaats van de werkelijke leiding van de onderneming is gelegen.
c) De subparagrafen a) en b) van deze paragraaf zijn slechts van toepassing, indien aan de hand van voor de bevoegde autoriteiten van de andere overeenkomstsluitende Staat afdoende bewijsstukken wordt aangetoond, dat belasting is betaald in de overeenkomstsluitende Staat die het uitsluitende recht heeft van de in de subparagrafen a) en b) bedoelde beloningen belasting te heffen. Anderszins zijn de nationale wetgevingen van de overeenkomstsluitende Staten met betrekking tot de belastingheffing over die beloningen van toepassing en wordt eventuele dubbele belasting overeenkomstig artikel 23 van deze Overeenkomst vermeden.

Artikel 22

Andere inkomsten

1. Ongeacht de afkomst ervan zijn bestanddelen van het inkomen van een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat die niet in de voorgaande artikelen van deze Overeenkomst worden behandeld, en niet zijnde inkomsten betaald uit trusts, slechts in die Staat belastbaar.
2. De bepaling van paragraaf 1. van dit artikel is niet van toepassing op inkomsten, niet zijnde inkomsten uit onroerende goederen als omschreven in artikel 6, paragraaf 2. van deze Overeenkomst, indien de genietter van de inkomsten, die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat, in de andere overeenkomstsluitende Staat een nijverheids- of handelsbedrijf met behulp van een aldaar gevestigde vaste inrichting of een zelfstandig beroep door middel van een aldaar gevestigde vaste basis uitoefent en het recht of het goed dat de inkomsten oplevert, met die vaste inrichting of vaste basis wezenlijk is verbonden. In dat geval zijn de bepalingen van artikel 7 of van artikel 14 van deze Overeenkomst, naar het geval, van toepassing.

Artikel 23

Vermijding van dubbele belasting

1. Met inachtneming van de bepalingen van de wetgeving van het Verenigd Koninkrijk die betrekking hebben op de verrekening van belasting die in een gebied buiten het Verenigd Koninkrijk verschuldigd is met belasting van het Verenigd Koninkrijk (zoals deze eventueel kan worden gewijzigd, zonder dat het algemene beginsel van het hiernavolgende mag worden aangetast) :

- a) wordt de Belgische belasting, die volgens de Belgische wetgeving en in overeenstemming met de bepalingen van deze Overeenkomst, hetzij rechtstreeks, hetzij door inhouding, verschuldigd is ter zake van winst, inkomsten of belastbare voordelen uit bronnen in België (met uitzondering, in het geval van dividend, van belasting die verschuldigd is ter zake van de winst waaruit het dividend is betaald), verrekend met elke belasting van het Verenigd Koninkrijk, berekend op dezelfde winst, dezelfde inkomsten of dezelfde belastbare voordelen als die waarop de Belgische belasting is berekend;
- b) met betrekking tot inkomsten niet zijnde interest van leningen verkregen uit een Belgische vennootschap (niet zijnde een vennootschap op aandelen) door een vennoot van die vennootschap, wordt bij de verrekening rekening gehouden met de Belgische belasting verschuldigd over die inkomsten, ongeacht of zij ten name van de vennootschap of van de vennoot is geheven, indien :
 - (i) de vennoot een onbeperkt aansprakelijk vennoot van de vennootschap is, of
 - (ii) de vennoot een vennootschap is die inwoner is van het Verenigd Koninkrijk en tenminste 10 percent van het kapitaal (niet zijnde geleend kapitaal) van de Belgische vennootschap bezit;
- c) met betrekking tot dividenden betaald door een vennootschap die inwoner is van België aan een in het Verenigd Koninkrijk gevestigde vennootschap die onmiddellijk of middellijk ten minste 10 percent van het stemrecht in de Belgische vennootschap beheerst, wordt (naast de Belgische belasting die op grond van subparagraaf a) van deze paragraaf wordt verrekend) ook de Belgische belasting verrekend die door de vennootschap verschuldigd is ter zake van de winst waaruit die dividenden zijn betaald.

2. In België wordt dubbele belasting op de volgende wijze vermeden :

- a) Indien een inwoner van België inkomsten verkrijgt die in het Verenigd Koninkrijk mogen worden belast ingevolge de bepalingen van deze Overeenkomst, met uitzondering van die van artikel 10, paragraaf (2), artikel 11, paragrafen (2) en (6) en artikel 12, paragraaf (4), stelt België deze inkomsten vrij van belasting maar, om het bedrag van de belasting over het overige inkomen van die inwoner te berekenen, mag België het belastingtarief toepassen dat van toepassing zou zijn indien de inkomsten in kwestie niet waren vrijgesteld.
- b) Indien een inwoner van België uit bronnen in het Verenigd Koninkrijk :
 - (i) dividenden verkrijgt als bedoeld in artikel 10, paragraaf 2. of paragraaf 3. van deze Overeenkomst, die niet vrijgesteld zijn van Belgische belasting overeenkomstig subparagraaf c) van deze paragraaf,
 - (ii) interest verkrijgt als bedoeld in artikel 11, paragraaf 2. of paragraaf 6. van deze Overeenkomst, en
 - (iii) royalty's verkrijgt als bedoeld in artikel 12, paragraaf 4. van deze Overeenkomst,wordt het forfaitaire gedeelte van de buitenlandse belasting waarin de Belgische wetgeving voorziet, onder de voorwaarden en volgens het tarief van die wetgeving, verrekend met de Belgische belasting over die inkomsten.
- c) Indien een vennootschap die inwoner is van België aandelen of delen in eigendom bezit van een vennootschap die inwoner is van het Verenigd Koninkrijk, worden de dividenden die uit hoofde van die aandelen aan de eerstgenoemde vennootschap worden betaald en die niet onderworpen zijn aan de in artikel 10, paragraaf 5. van deze Overeenkomst omschreven regeling, in België vrijgesteld van de in artikel 2, paragraaf 1., b), (ii) van deze Overeenkomst bedoelde belasting, in zoverre als vrijstelling zou worden verleend indien beide vennootschappen inwoners van België zouden zijn.
- d) Indien verliezen van een Belgische onderneming, die toe te rekenen zijn aan een in het Verenigd Koninkrijk gevestigde vaste inrichting, voor de belastingheffing van die onderneming in België in overeenstemming met de Belgische wetgeving werkelijk in mindering van de winsten van die onderneming werden gebracht, is de vrijstelling, bedoeld in subparagraaf a) van deze paragraaf, in België niet van toepassing op de winsten van andere belastbare tijdperken die aan die vaste inrichting kunnen worden toegerekend, in zoverre als deze winsten ook in het Verenigd Koninkrijk van belasting werden vrijgesteld wegens hun compensatie met die verliezen.

3. Voor de toepassing van dit artikel worden baten of bezoldigingen ter zake van in een overeenkomstsluitende Staat verrichte persoonlijke diensten (met inbegrip van die van vrije beroepen) beschouwd als inkomsten afkomstig uit bronnen in die Staat en worden de diensten van een natuurlijke persoon die zijn diensten volledig of hoofdzakelijk verricht aan boord van een schip of een luchtvaartuig dat door een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat wordt geëxploiteerd, beschouwd als in die Staat te zijn verricht.

Artikel 24

Non-discriminatie

1. Onderdanen van een overeenkomstsluitende Staat worden in de andere overeenkomstsluitende Staat niet onderworpen aan enige belastingheffing of daarmee verband houdende verplichting, die anders of zwaarder is dan de belastingheffing en daarmee verband houdende verplichtingen waaraan onderdanen van die andere Staat onder gelijke omstandigheden zijn of kunnen worden onderworpen.

2. De belastingheffing van een vaste inrichting die een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat in de andere overeenkomstsluitende Staat heeft, is in die andere Staat niet ongunstiger dan de belastingheffing van ondernemingen van die andere Staat die dezelfde werkzaamheden uitoefenen.

3. De bepalingen van dit artikel mogen niet als dusdanig worden uitgelegd dat zij België beletten :

a) het totale bedrag van de winsten die kunnen worden toegerekend aan een vaste inrichting in België van een vennootschap die inwoner is van het Verenigd Koninkrijk of van een vereniging die haar plaats van werkelijke leiding in het Verenigd Koninkrijk heeft, aan de belasting te onderwerpen tegen het belastingtarief dat door de Belgische wetgeving is bepaald; dit tarief mag echter niet hoger zijn dan het maximumtarief dat van toepassing is op het geheel of een deel van de winsten van vennootschappen die inwoner zijn van België;

b) roerende voorheffing te heffen van dividenden uit een deelneming die wezenlijk is verbonden met een in België gevestigde vaste inrichting of vaste basis van een vennootschap die inwoner is van het Verenigd Koninkrijk of van een vereniging die haar plaats van werkelijke leiding in het Verenigd Koninkrijk heeft en als een rechtspersoon in België belastbaar is.

4. Geen enkele bepaling van dit artikel mag aldus worden uitgelegd dat zij een overeenkomstsluitende Staat verplicht aan inwoners van de andere overeenkomstsluitende Staat bij de belastingheffing de persoonlijke aftrekken, tegemoetkomingen en verminderingen uit hoofde van de gezinstoestand of gezinslasten of andere persoonlijke omstandigheden te verlenen die hij aan zijn eigen inwoners verleent.

5. Behalve indien de bepalingen van artikel 9, paragraaf 1., artikel 11, paragraaf 6., of artikel 12, paragraaf 4. van deze Overeenkomst van toepassing zijn, worden interest, royalty's en andere uitgaven die door een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat aan een inwoner van de andere overeenkomstsluitende Staat worden betaald, bij het bepalen van de belastbare winst van die onderneming op dezelfde voorwaarden in mindering gebracht, alsof zij aan een inwoner van de eerstbedoelde Staat zouden zijn betaald.

6. Ondernemingen van een overeenkomstsluitende Staat, waarvan het kapitaal geheel of ten dele, onmiddellijk of middellijk in het bezit is van, of wordt beheerst door, één of meer inwoners van de andere overeenkomstsluitende Staat, worden in de eerstbedoelde Staat niet onderworpen aan enige belastingheffing of daarmee verbandhoudende verplichting die anders of zwaarder is dan de belastingheffing en daarmee verbandhoudende verplichtingen, waaraan andere, soortgelijke ondernemingen van de eerstbedoelde Staat zijn of kunnen worden onderworpen.

7. De bepalingen van dit artikel zijn van toepassing op belastingen van elke soort en benaming.

Artikel 25

Regeling voor onderling oerleg

1. Indien een persoon van oordeel is dat de maatregelen van een overeenkomstsluitende Staat of van beide overeenkomstsluitende Staten voor hem leiden of zullen leiden tot een belastingheffing die niet in overeenstemming is met de bepalingen van deze Overeenkomst, kan hij, onverminderd de rechtsmiddelen waarin het interne recht van die Staten voorziet, zijn geval voorleggen aan de bevoegde autoriteit van de overeenkomst-

sluitende Staat waarvan hij inwoner is. Het geval moet worden voorgelegd binnen drie jaar nadat de maatregel die leidt tot een belastingheffing die niet in overeenstemming is met de bepalingen van de Overeenkomst, voor het eerst te zijner kennis is gebracht.

2. De bevoegde autoriteit tracht, indien het bezwaar haar gegrond voorkomt en indien zij niet zelf in staat is tot een bevredigende oplossing ervan te komen, de aangelegenheid in onderlinge overeenstemming met de bevoegde autoriteit van de andere overeenkomstsluitende Staat te regelen, ten einde een belastingheffing die niet in overeenstemming is met de Overeenkomst te vermijden.

3. De bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten trachten moeilijkheden of twijfelpunten die mochten rijzen met betrekking tot de interpretatie of de toepassing van de Overeenkomst, in onderlinge overeenstemming op te lossen. Ze kunnen ook onderling overleg plegen om maatregelen te overwegen ter bestrijding van oneigenlijk gebruik van de bepalingen van de Overeenkomst.

4. De bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten kunnen zich rechtstreeks met elkaar in verbinding stellen teneinde een overeenstemming als bedoeld in de voorgaande paragrafen te bereiken en om de bepalingen van de Overeenkomst ten uitvoer te leggen.

Artikel 26

Uitwisseling van inlichtingen

1. De bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten wisselen de inlichtingen uit die nodig zijn om uitvoering te geven aan deze Overeenkomst of aan de nationale wetgeving van de overeenkomstsluitende Staten met betrekking tot de belastingen waarop de Overeenkomst van toepassing is, voor zover de heffing van die belastingen niet in strijd is met de Overeenkomst, alsmede om het ontgaan van belasting te voorkomen. De door een overeenkomstsluitende Staat verkregen inlichtingen worden op dezelfde wijze geheim gehouden als de inlichtingen die onder de nationale wetgeving van die Staat zijn verkregen en worden alleen ter kennis gebracht van personen of autoriteiten (daaronder begrepen rechterlijke instanties en administratieve lichamen) die betrokken zijn bij de vestiging of invordering van, de tenuitvoerlegging of vervolging ter zake van, of de beslissing in beroepszaken betrekking hebbende op de belastingen waarop de Overeenkomst van toepassing is. Deze personen of autoriteiten gebruiken deze inlichtingen slechts voor die doeleinden. Zij mogen van deze inlichtingen melding maken tijdens openbare rechtszittingen of in rechterlijke beslissingen.

2. In geen geval mogen de bepalingen van paragraaf 1. van dit artikel aldus worden uitgelegd dat zij een van de overeenkomstsluitende Staten de verplichting opleggen :

- a) administratieve maatregelen te nemen die afwijken van de wetgeving en de administratieve praktijk van die of van de andere overeenkomstsluitende Staat;
- b) inlichtingen te verstrekken die niet verkrijgbaar zijn volgens de wetgeving of in de normale gang van de administratieve werkzaamheden van die of van de andere overeenkomstsluitende Staat;
- c) inlichtingen te verstrekken die een handels-, bedrijfs-, nijverheids- of beroepsgeheim of een handelswerkwijze zouden onthullen, dan wel inlichtingen waarvan het verstrekken in strijd zou zijn met de openbare orde.

Artikel 27

Leden van diplomatieke zendingen of permanente vertegenwoordigingen en van consulaire posten

1. De bepalingen van deze Overeenkomst tasten in geen enkel opzicht de fiscale voorrechten aan die leden van diplomatieke zendingen, permanente vertegenwoordigingen en consulaire posten ontfen aan de algemene regelen van het volkerenrecht of aan de bepalingen van bijzondere overeenkomsten.

2. De Overeenkomst is niet van toepassing op internationale organisaties, hun organen of hun ambtenaren, noch op leden van diplomatieke zendingen, permanente vertegenwoordigingen of consulaire posten van een derde Staat, indien deze in de overeenkomstsluitende Staat verblijven en in die Staat niet aan dezelfde verplichtingen ter zake van belastingen naar het inkomen zijn onderworpen als de inwoners van die Staat.

Artikel 28

Diverse bepalingen

1. Indien krachtens enige bepaling van deze Overeenkomst, vermindering of vrijstelling van Belgische belasting over inkomsten uit Belgische bronnen wordt verleend en een natuurlijke persoon, ingevolge de in het Verenigd Koninkrijk geldende wetgeving, ter zake van deze inkomsten niet voor het totale bedrag aan belasting is onderworpen, doch slechts voor het bedrag ervan dat naar het Verenigd Koninkrijk is overgemaakt of aldaar is ontvangen, wordt de vermindering of de vrijstelling die België ingevolge de Overeenkomst moet verlenen slechts toegepast op het gedeelte van de inkomsten dat naar het Verenigd Koninkrijk is overgemaakt of aldaar is ontvangen.
2. Onder voorbehoud van de bepalingen van paragraaf 4. van dit artikel hebben natuurlijke personen die inwoner van België zijn voor de belastingheffing in het Verenigd Koninkrijk recht op dezelfde persoonlijke aftrekken, tegemoetkomingen en verminderingen als niet in het Verenigd Koninkrijk wonende Britse onderdanen.
3. Onder voorbehoud van de bepalingen van paragraaf 4. van dit artikel hebben natuurlijke personen die inwoner van het Verenigd Koninkrijk zijn voor de belastingheffing in België recht op dezelfde aftrekken, tegemoetkomingen en verminderingen als niet in België wonende Belgische onderdanen.
4. Geen enkele bepaling van deze Overeenkomst verleent aan een natuurlijke persoon die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat en wiens uit de andere overeenkomstsluitende Staat afkomstige inkomsten uitsluitend bestaan uit dividenden, interesten of royalty's (of uitsluitend uit een samenstel daarvan), voor de belastingheffing in die andere Staat enig recht op de persoonlijke aftrekken, tegemoetkomingen en verminderingen als bedoeld in de paragrafen 2. en 3. van dit artikel.
5. De bepalingen van de Overeenkomst beperken niet de belastingheffing, in overeenstemming met de Belgische wetgeving, van een vennootschap die inwoner is van België, in het geval van inkoop van eigen aandelen of naar aanleiding van de verdeling van haar maatschappelijk vermogen.
6. De bepalingen van de Overeenkomst mogen niet aldus worden uitgelegd dat zij op enigerlei wijze de vrijstellingen, verminderingen, aftrekkingen, verrekeningen of andere tegemoetkomingen beperken waarin de wetgeving van een van de overeenkomstsluitende Staten voor de vaststelling van de in die Staat verschuldigde belasting thans voorziet of later zou voorzien.

Artikel 29

Inwerkingtreding

1. Elk van de overeenkomstsluitende Staten stelt de andere overeenkomstsluitende Staat in kennis van de voltooiing van de voor de inwerkingtreding van deze Overeenkomst wettelijk vereiste procedures. De Overeenkomst zal in werking treden op de vijftiende dag na de datum van de laatste van deze kennisgevingen en zal toepassing vinden :
 - a) in het Verenigd Koninkrijk :
 - (i) op de inkomstenbelasting en de vermogenswinstbelasting, voor elk belastingjaar dat aanvangt op of na 6 april,
 - (ii) op de vennootschapsbelasting, voor elk financieel jaar dat aanvangt op of na 1 april, en
 - (iii) op de belasting op de winsten uit de winning van aardolie, voor elk belastbaar tijdperk dat aanvangt op of na 1 januari,van het kalenderjaar onmiddellijk volgend op dat waarin de Overeenkomst in werking treedt;
 - b) in België :
 - (i) op alle bij de bron verschuldigde belastingen op inkomsten die zijn toegekend of betaalbaar zijn gesteld op of na 1 januari, en
 - (ii) op alle andere dan bij de bron verschuldigde belastingen op inkomsten van elk belastbaar tijdperk dat eindigt op of na 31 december,van het kalenderjaar dat onmiddellijk volgt op dat waarin de Overeenkomst in werking treedt.

2. De Overeenkomst tussen Hare Britse Majesteit voor het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland en Zijne Majesteit de Koning der Belgen tot voorkoming van dubbele belasting en belastingvermijding inzake inkomstenbelastingen ondertekend te Londen op 29 augustus 1967 zal een einde nemen en niet meer van toepassing zijn met betrekking tot de belastingen van elk tijdperk waarvoor deze Overeenkomst met betrekking tot die belastingen, in overeenstemming met paragraaf 1. van dit artikel toepassing vindt.

Artikel 30

Beëindiging

1. Deze Overeenkomst blijft van kracht tot ze door een overeenkomstsluitende Staat is opgezegd. Elke overeenkomstsluitende Staat kan de Overeenkomst langs diplomatieke weg opzeggen door ten minste zes maanden vóór het einde van elk kalenderjaar na het verstrijken van een tijdperk van 5 jaar vanaf de datum van inwerkingtreding van de beëindiging kennis te geven. In dat geval houdt de Overeenkomst op van toepassing te zijn :

a) in het Verenigd Koninkrijk :

(i) op de inkomstenbelasting en op de vermogenswinstbelasting, voor elk belastingjaar dat aanvangt op of na 6 april,

(ii) op de vennootschapsbelasting, voor elk financieel jaar dat aanvangt op of na 1 april, en

(iii) op de belastingen op de winsten uit de winning van aardolie, voor elk belastbaar tijdperk dat aanvangt op of na 1 januari,

van het kalenderjaar dat onmiddellijk volgt op dat waarin de kennisgeving is gedaan;

b) in België :

(i) op alle bij de bron verschuldigde belastingen op inkomsten die zijn toegekend of betaalbaar zijn gesteld op of na 1 januari, en

(ii) op alle andere dan bij de bron verschuldigde belastingen op inkomsten van elk belastbaar tijdperk dat eindigt op of na 31 december

van het kalenderjaar dat onmiddellijk volgt op dat waarin de kennisgeving is gedaan.

2. De beëindiging van deze Overeenkomst leidt niet tot het herleven van verdragen of akkoorden die door deze Overeenkomst of door vroeger tussen de overeenkomstsluitende Staten gesloten verdagen zijn beëindigd.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gevolmachtigd door hun respectievelijke Regeringen, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN in tweevoud te Brussel op 1 juni 1987 in de Nederlandse, de Franse en de Engelse taal, zijnde de drie teksten gelijkelijk authentiek.

Voor de Regering
van het Koninkrijk België :

Leo TINDEMANS

Voor de Regering van het Verenigd Koninkrijk
van Groot-Brittannië en Noord-Ierland :

Peter Charles PETRIE